

Communiqué de la FSU  
Les Lilas, le 14 février 2009

### **Caricature et mépris n'amélioreront pas la formation des personnels !**

Les propos tenus par le ministre de l'Education Nationale sur une radio à propos de la formation des maîtres et des IUFM, pour tenter de justifier son refus de report des nouveaux concours constituent une inadmissible caricature de la réalité de la formation des enseignants. Marqués par un déplorable obscurantisme, ils visent en fait à dissimuler les lacunes criantes et les risques de régression que comporte le dispositif aujourd'hui projeté par le gouvernement.

Nier le travail des formateurs des IUFM et des UFR et de tous les personnels engagés dans la formation et ignorer leur professionnalité relève d'un discours de mépris et de régression qui augure très mal des projets gouvernementaux.

L'année de stage telle qu'elle est mise en œuvre depuis des années, en IUFM n'a rien d'un théorique « simulateur de vol » : les stagiaires sont placés dans des situations réelles devant des élèves tout aussi réels avec un aller retour établissement scolaire – IUFM permettant une réflexion sur leur pratique et une véritable formation professionnelle. C'est une étape essentielle de leur formation que le ministre projette purement et simplement de faire disparaître pour des raisons d'économies budgétaires . Ce sont les futurs recrutés et leurs élèves qui risquent de payer lourdement le prix.

Les questions en débat n'ont rien de « sibyllin » : il s'agit par exemple de l'articulation master/concours (place et contenu des concours, cadrage national des masters, ...), du rôle et de la place des IUFM et de leurs personnels, des dispositions spécifiques pour certaines disciplines professionnelles de la voie professionnelle, de l'organisation de l'année de stage (contenu de formation, accompagnement des stagiaires, modalités des services, ...), des aides aux étudiants et des pré-recrutements. De la réponse à ces questions dépendra la qualité de la formation professionnelle et disciplinaire des enseignants mais aussi de la démocratisation de l'accès au métier.

Cette qualité est décisive pour la réussite scolaire et l'éducation des jeunes de notre pays et exige une réforme cohérente et sérieusement pensée. La FSU renouvelle donc sa demande d'un report d'un an de la mise en place des nouveaux concours et d'une discussion permettant une remise à plat de l'ensemble du dispositif projeté et une négociation sur tous les points afin d'aboutir à une amélioration de la formation professionnelle et disciplinaire des maîtres ainsi qu'à une meilleure reconnaissance de leur qualification à travers le master.